

DEPARTEMENT
LOIRE
CANTON
RIVE DE GIER
COMMUNE
RIVE DE GIER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTE DU MAIRE

ARRÊTÉ N° ARECO_2023_0032

ARRETE TEMPORAIRE RELATIF A L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL A DES FINS COMMERCIALES MADAME SANDRINE BONNET – L'ORCHIDEE – 2 COURS GAMBETTA PERMIS DE STATIONNEMENT

Le Maire de la commune de Rive de Gier

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1 et suivants,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code de Commerce,
Vu le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale,
Vu la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,
Vu la demande en date du **07 juin 2023**, par laquelle **MADAME SANDRINE BONNET** sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce,

ARRÊTE

Article N° 1 :

MADAME SANDRINE BONNET est autorisé à occuper 15,00 m² – **2 Cours Gambetta**, potentiellement établis sur un emplacement de 10,00 m de long par 1,50 m de large en vue d'exercer son commerce.

Type d'installation sollicitée : **terrasse (installation pour consommer)**.

Article N° 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquant jusqu'au **31 décembre 2023**. Elle est personnelle et incessible. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express sur demande écrite avant le **31 décembre 2023**.

Toutefois, et malgré plusieurs relances des services municipaux, MADAME SANDRINE BONNET a excessivement tardé à transmettre l'ensemble des documents nécessaires à l'instruction de sa demande (notamment l'attestation d'assurance reçue en août 2023 alors que le dossier de demande a été remis en main propre en février 2023), ce qui ne l'a pas empêché d'installer une terrasse sans autorisation : de ce fait, à l'avenir, il ne lui sera accordé aucune tolérance et si cela devait être amené à malheureusement se reproduire, elle serait immédiatement amendable selon les règles et montants en vigueur : le dossier devra donc être complet (Kbis de moins de 3 mois, assurance...) dès sa transmission en Mairie, sous peine de ne pas être instruit, ce qui empêchera toute installation de terrasse.

Article N° 3 :

La permissionnaire s'acquittera des redevances calculées en fonction de la surface relevée par des agents assermentés et des tarifs unitaires au m² fixés annuellement par le conseil municipal. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article N° 4 :

La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie quinze jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

Article N° 5 :

La permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des permissionnaires.

Article N° 6 :

La permissionnaire devra laisser un passage devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres personnes à mobilité réduite sur le domaine public réservé à ces fins, avec une largeur minimale de 1,40 m, sous peine de devoir diminuer la taille de sa terrasse, afin de garantir cette largeur minimale.

Article N° 7 :

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par la permissionnaire, des conditions précitées, des différentes dispositions présentes dans le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Article N° 8 :

M. le Maire, M. le Directeur Général des Services, M. le Commissaire de Police, M. le Chef de la Police Municipale et tous les Agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

MADAME SANDRINE BONNET devra également présenter cet arrêté à chaque fois que les agents municipaux lui en feront la demande.

Article N° 9 :

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon ou d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Fait à Rive De Gier,
Le Maire,
Vincent BONY